

UNE PERSPECTIVE RURALE SUR LES LIENS ENTRE LES COLLECTIVITÉS

Bill Reimer
Department of Sociology and Anthropology
Concordia University

Préparé pour

**Créer, connecter et partager les connaissances : dialogue sur les
liens entre les collectivités**

3 mars, 2005

Bill Reimer

Département de sociologie et d'anthropologie
Université Concordia
1455, boulevard de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3G 1M8

(514) 848-2424 poste 2171
Télécopieur : (450) 689-5435
REIMER@VAX2.CONCORDIA.CA

<http://www.crrf.ca>
<http://nre.concordia.ca/>
<http://reimer.concordia.ca>

16 février 2005

Une perspective rurale sur les liens entre les collectivités¹

Introduction

Les milieux ruraux et urbains du Canada sont interdépendants. Les régions rurales fournissent le bois, les minéraux et l'énergie qui servent de fondement à la croissance urbaine. Celles-ci traitent également la pollution urbaine, délassent et rafraîchissent les populations urbaines, et incarnent une partie importante du patrimoine sur lequel repose une partie essentielle de notre identité canadienne. En retour, le Canada urbain offre les marchés pour les biens agricoles, une portion majeure de sa technologie, les capitaux financiers et la culture médiatisée. Afin de comprendre les liaisons intercommunautaires, nous devons d'abord faire appel à un cadre qui non seulement est sensible à cette interdépendance de base, mais qui la renforce.

Le cadre doit également être sensible aux natures multiples de ces liaisons et aux nombreux niveaux auxquels celles-ci surviennent. La collectivité de Springhill, en N.-É., n'est pas seulement reliée aux autres collectivités par le biais des emplois, du commerce, des personnes et des services qu'ils échangent; les membres de cette collectivité le sont aussi par l'intermédiaire des conseils scolaires, des services de police, des groupes de bénévoles et des relations familiales qu'ils partagent, l'air qu'ils respirent, l'eau qu'ils boivent et les identités qu'ils adoptent. Parallèlement, cette collectivité est reliée à Amherst, à Halifax, à Toronto, à New York et à l'Europe par un réseau de relations commerciales et sociales qui remettent en cause nos cadres actuels de maintes façons.

Mon approche envers le défi repose sur 18 années de recherche sur le Canada rural et des petites villes pour le compte de la Fondation canadienne pour la revitalisation rurale (FCRR). Cette recherche a confirmé notre vision centrale concernant l'interdépendance rurale et urbaine, et nous a menés à soutenir que les collectivités rurales doivent tenir compte de la demande urbaine et des alliances urbaines en tant que partie essentielle de leurs plans stratégiques. Ainsi, nous nous sommes intéressés d'une manière particulière aux liaisons qui unissent les gens et les collectivités, et aux possibilités qu'elles suscitent pour la revitalisation rurale. Nous sommes également convaincus que cette revitalisation constitue une condition nécessaire à la force et à la vitalité du Canada. Les régions rurales doivent se restructurer afin d'être en mesure de concurrencer dans la nouvelle économie, un peu comme ce fut le cas au début du dernier siècle. Cette fois, la priorité devrait cibler les infrastructures sociales et celles reliées au savoir.

¹ Ces idées reflètent la contribution de plusieurs personnes participant au projet intitulé « La nouvelle économie rurale » (NER) de la Fondation canadienne sur la revitalisation rurale (FCRR). Je les remercie pour leurs idées et leur inspiration. Bien que j'aie emprunté généreusement leurs suggestions, la formulation particulière de la présente ne constitue pas la position officielle de la NER ou de la FCRR. Je voudrais remercier particulièrement plusieurs de mes collègues de Concordia pour leurs commentaires précieux ainsi que Becky Lipton, Victoria Bell et Angela Briscoe pour leur soutien lors du travail de documentation. Le soutien financier principal a été fourni par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Comprendre les liaisons

Nous adoptons une vision globale des liaisons entre les collectivités, qui peuvent se produire par le biais des moyens suivants :

- La circulation des ressources, des services, des organisations, des personnes et de l'information entre elles;
- L'intégration fonctionnelle et les complémentarités de leurs activités;
- Les institutions formelles et informelles qu'elles partagent;
- Les environnements qu'elles partagent;
- Leurs perceptions, leurs valeurs, leurs identités et leurs idéologies communes et complémentaires.

Ces distinctions n'ont pas pour objet d'être exhaustives, mais de distinguer les différents mécanismes par lesquels des liaisons peuvent survenir. Puisque les processus qui en constituent l'élément moteur sont différents, nous pouvons anticiper également que les politiques et les programmes pour les traiter devraient aussi différer.²

Liaisons d'échange et de commerce

Contexte

Les liaisons entre les collectivités sont la plupart du temps examinées dans le cadre du transport de *biens, de services, de personnes et l'information* entre des lieux géographiques afin de déterminer leur interdépendance. Ces flux sont dynamiques et font partie de systèmes qui opèrent bien au-delà d'une collectivité particulière – des systèmes qui sont de nature nationale ou mondiale. Les systèmes mondiaux de commerce en alimentation, notamment, conditionnent les relations entre les collectivités à la fois sur le plan national et régional.

L'extraction et le commerce de nos ressources naturelles a constitué un élément fondamental de l'économie canadienne. Même en 2003, plus de 80 % de notre surplus commercial a été produit par les produits primaires en provenance des régions rurales. Cependant, les méthodes d'opérations ont changé considérablement au cours des derniers 75 ans. Les marchés et la technologie ont réduit la main-d'oeuvre dans toutes les industries d'exploitation de nos ressources naturelles – dépeuplant nos collectivités rurales et contribuant à l'urbanisation qui constitue maintenant un composant essentiel de la structure sociale canadienne. Pendant cette période, nos industries primaires ont expérimenté une concentration et une intégration considérable. Les politiques gouvernementales encouragent expressément ces tendances par des programmes et des stratégies de soutien qui fournissent les commodités essentielles au monde. Il s'agit d'une stratégie que l'on peut qualifier de réussite au point de vue de notre balance commerciale, mais celle-ci a eu des répercussions graves (souvent négatives) pour plusieurs petites villes et petits villages dont l'économie reposait sur ces industries primaires.

² Dans ce document, mon objectif principal cible les relations entre les milieux ruraux et urbains. Cependant, la plupart des observations s'appliquent aussi aux relations à l'intérieur de ces deux types.

Impacts

Non seulement les collectivités rurales ont-elles perdu leur population comme conséquence de la réduction de la demande de main-d'oeuvre, mais elles sont devenues plus isolées des chaînes de production et de distribution et ont été confinées à un rôle moindre dans les politiques et les programmes des gouvernements fédéral et provinciaux. Les institutions à la fois des secteurs privé et public sont restructurées en accordant moins de présence dans les petites villes et une sensibilisation réduite, ou des préoccupations, pour leurs conditions spéciales. La séparation entre la représentation politique rurale et urbaine, que nous constatons aujourd'hui, est indicative des répercussions permanentes de ces changements.

Les relations de commerce et d'échange entre les collectivités rurales et urbaines ont suivi ces tendances générales. Les *biens* du secteur primaire circulent souvent à partir des fermes, des forêts et des océans directement aux usines centrales de transformation, évitant les plus petites villes puisqu'ils sont transportés en vrac vers des destinations nationales ou internationales. Les chaînes de transformation, d'emballage et de commercialisation prennent une portion plus importante des profits, ne laissant qu'une part minime pour les membres des collectivités d'origine. Ce qui cause comme conséquence que les producteurs ruraux doivent porter attention à un plus grand éventail de marchés plus volatiles situés très loin de leurs régions locales à la fois pour les intrants et pour les produits. Sous ces conditions, les marchés urbains et internationaux, les décisions, les valeurs et les perspectives prennent une importance plus grande envers la réussite économique que les activités et les organisations locales. Ceci signifie aussi que le commerce mondial a dissimulé le lien entre les collectivités rurales et urbaines, renforçant la perception que le degré d'interdépendance est moindre qu'il ne l'est en réalité et masquant des secteurs d'intérêt mutuel.

Le commerce en matière de *services* a suivi un cheminement similaire à celui du commerce des ressources. Au Canada, les services à la fois privés et publics sont devenus centralisés et concentrés dans les régions urbaines. Le remplacement des services financiers, commerciaux et gouvernementaux sur le plan local par des concessions franchisées ou des magasins à grande surface a modifié plusieurs interactions vers une base régionale, obligeant les résidents locaux à franchir des distances plus grandes pour obtenir des biens de consommation, des services éducatifs, des services de santé ou des loisirs. Les risques et les coûts des transactions sont tous les deux transférés aux localités plus petites par le fait même. Ceci a ajouté un stress considérable sur les entreprises locales de services et a créé une pléthore de structures institutionnelles qui a très peu de liens à la « collectivité » à laquelle les gens des milieux ruraux peuvent s'identifier.

Alors que les services locaux deviennent régionaux, les *personnes* vivant en milieux ruraux doivent franchir de plus grandes distances. À la suite de ces conditions, les flux pour le transport quotidien et le magasinage transforment les relations sociales, le temps disponible et les possibilités de la population rurale et des organisations – généralement, réduisant le temps et l'énergie pour le maintien des relations locales. Dans le même ordre d'idées, le déplacement de l'urbain vers le rural pour les emplois, les loisirs ou les services, ajoute des pressions sur les anciennes structures sociales, même s'il crée de nouvelles possibilités. Nos structures de gouvernance actuelles sont souvent dans l'incapacité de répondre d'une manière appropriée à ces nouvelles conditions.

En plus des biens, des services et des personnes, l'échange d'*information* entre les localités rurales et urbaines a augmenté considérablement. Le gouvernement canadien a accordé la priorité à l'infrastructure qui favorise les télécommunications dans toutes les régions du pays – incluant l'octroi de ressources financières considérables afin de diffuser des services et des télécommunications par satellite à large bande dans les régions rurales. Ceci a créé des possibilités de liaisons économiques et sociales dont les jeunes et certains entrepreneurs se sont empressés de tirer profit. Cependant, un clivage numérique entre le rural et l'urbain demeure à la fois en ce qui concerne l'infrastructure et la capacité. Ceci veut dire qu'un programme utilisant l'Internet comme méthode unique de prestation exclut tout compte fait la population rurale.

La plus grande partie de la production culturelle se déroule dans les centres urbains. Ceci provoque souvent la représentation stéréotypée et inexacte des questions et de la vie rurales : d'un côté, ces éléments sont idéalisés et de l'autre, orientés sur les problèmes. Ceci crée certaines difficultés pour la population rurale d'attirer l'attention des médias sur des sujets d'intérêt local et réduit leur capacité d'apprendre de nouvelles formes de communication qui pourraient faciliter l'atteinte de ces objectifs.

Nouvelles fonctions pour les localités rurales

Contexte

Puisque les conditions évoluent dans les régions rurales et urbaines, l'importance relative de leurs fonctions traditionnelles est également appelée à changer. Ces changements modifient la nature des relations entre les milieux ruraux et urbains et, du même coup, les possibilités et les défis auxquels ils sont confrontés.

Au Canada, à titre d'exemple, les fonctions des localités rurales en tant que sources de l'alimentation, de l'eau et des possibilités de loisirs pour le milieu urbain ont augmenté à tel point que celles-ci entrent en conflit de façon substantielle dans certains cas avec leurs fonctions relatives à l'extraction et à la production des commodités. De plus, les discussions concernant le Protocole de Kyoto ont accru la valeur des régions rurales pour la séquestration du carbone et les puits de pollution.

La biodiversité et la socio-diversité qui ont toutes les deux été fournies par les régions rurales ont également été mises en cause. La normalisation de la production, la gestion forestière sur grande échelle et les méthodes efficaces d'extraction des ressources ont réduit la diversité des espèces biologiques. La production de masse de produits et de cultures à l'échelle commerciale a également menacé la diversité sociale et culturelle au sein des petites localités. La récente demande urbaine pour une plus grande quantité de produits spécialisés peut ouvrir des possibilités pour des marchés à créneaux, par contre, il faudrait justifier un changement de politique afin de soutenir les plus petites entreprises plutôt que les plus grandes.

Dans le même ordre d'idées, l'importance des régions rurales de servir d'habitats, de réserves et d'évasions pour échapper au stress semble augmenter. Les emplacements situés à proximité des centres urbains majeurs attirent les banlieusards; ceux qui sont situés près des commodités

naturelles séduisent les retraités et les vacanciers, et des endroits plus éloignés offrent un isolement relatif à l'intention des personnes insatisfaites par la vie urbaine.

Impacts

Si nous examinons de quelle manière ces différentes fonctions sont représentées, négociées et prises en main, nous constatons que ceci est rarement accompli alors que les intérêts ruraux et urbains sont clairement représentés. À titre d'exemple, au Canada, la tâche a été généralement laissée aux acteurs économiques ayant un objectif principal sur la production et le commerce des commodités. Dès le tout début, les gouvernements canadiens ont été des acteurs majeurs dans ces considérations mercantiles, reportant souvent leurs obligations de service et de gouvernance à la recherche de l'expansion du commerce international des commodités. Pendant le processus, les négociateurs principaux ont représenté les secteurs des commodités, les entités économiques et les gouvernements régionaux plutôt que les intérêts ruraux ou municipaux. Ceci a été fait à l'encontre de notre capacité de répondre à la nature multifonctionnelle de l'économie rurale, de créer des structures de gouvernance qui soient mieux adaptées à ces fonctions et de rechercher les possibilités de coinvestissement rural et urbain.

Interrelations institutionnelles

Contexte

Les institutions structurent les relations, réunissent certaines personnes et en écartent d'autres. Celles-ci orientent également certaines conditions selon lesquelles ces relations devraient opérer, à l'aide de réglementations et de sanctions, afin d'en favoriser les probabilités. Il en résulte que celles-ci deviennent les composants essentiels des interrelations entre les collectivités à la fois rurales et urbaines.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, les collectivités rurales comptaient énormément sur les organisations locales pour la gouvernance et le soutien social. Les églises, les organisations professionnelles, les coopératives et les groupes fondés sur l'ethnie fournissaient les manifestations institutionnelles du capital social qui soutenaient leurs vies économiques et sociales. Cependant, après la Deuxième Guerre mondiale, les gouvernements provinciaux et fédéraux ont pris en main plusieurs de ces fonctions – d'abord l'éducation et la justice, ensuite la santé et le bien-être. Ainsi, ceux-ci ont généré des possibilités d'emploi pour les travailleurs du secteur primaire qui étaient victimes de la demande réduite pour la main-d'œuvre à la suite de la mécanisation.

Au cours des années 80, la situation avait évolué énormément. Les gouvernements coupaient plusieurs de leurs services en raison des pressions financières et politiques. Dans plusieurs régions rurales, ceci signifiait des pertes d'emploi et de plus grandes distances pour se rendre aux écoles, dans les hôpitaux et les autres services de soutien, parce les institutions étaient rationalisées sur la base de critères d'efficacité et de population. Les coûts pour obtenir l'accès à ces services ont été imposés à la population rurale et les procédures à ces fins demandaient un niveau de sophistication bureaucratique qui était étranger et intimidant pour cette population rurale, habituée à des relations plus informelles.

Ces changements ont reflété l'importance croissante du marché et des relations basées sur la bureaucratie plutôt que celles d'une nature associative et d'entraide réciproque. Ceci a fragmenté et a dévalué les forces rurales traditionnelles dans les associations bénévoles, les familles et les réseaux locaux, et la population locale s'est retrouvée en situation de désavantage face aux négociations avec des institutions urbaines.

Impacts

Nous nous retrouvons dans une situation où un nombre moindre de personnes sont appelées à fournir davantage de services, souvent dans des délais réduits. Ceci est exacerbé par la participation accrue des femmes sur le marché du travail, l'exode des jeunes et le vieillissement de la population par le biais du processus naturel. L'infrastructure sociale qui a servi de fondement à la résilience des collectivités est maintenant gravement perturbée. Nous savons, entre autres, que le vieillissement à la maison est préférable pour la santé de l'individu et moins dispendieux pour le système de santé – mais pour que ceci fonctionne, il faut des investissements à la fois pour l'infrastructure physique et sociale. Ceci comprend des réseaux de soutien informel, des soins de relève, les transports et des options de soins de jour qui sont appropriés pour les régions à faible densité.

Contrairement à sa contrepartie physique, *l'infrastructure sociale* est beaucoup plus complexe à rebâtir après sa disparition – et ses impacts sont plus extensifs. L'infrastructure sociale fournit les mesures permettant d'identifier les possibilités, réduire les risques, circuler l'information et agir collectivement : tous les éléments essentiels pour des objectifs à la fois économiques et sociaux. De plus, celle-ci offre un fondement fondamental pour l'identité et le bien-être personnels. Les communautés autochtones, qui jouissent de l'autonomie gouvernementale et d'un contrôle sur l'éducation, les services de police, les services de santé, les établissements culturels et les revendications territoriales, affichent toutes, entre autres, des taux de suicide moins élevés par rapport à celles qui ne les ont pas.

Les institutions sociales lient les collectivités. D'un côté, celles-ci réunissent les populations rurales et urbaines. À titre d'exemple, Agriculture et Agroalimentaire Canada dispose des ressources et du mandat pour rassembler les producteurs agricoles, les transformateurs, les transporteurs, les commerçants et les négociants provenant à la fois des contextes ruraux et urbains afin de résoudre les défis relatifs à la production et au commerce agricoles.

De l'autre côté, à la fois dans la politique et la pratique, ces mêmes institutions peuvent oeuvrer contre la détermination et le partage des intérêts communs entre la population rurale et urbaine. En visant uniquement la production agricole et la commercialisation, les ministères de l'agriculture ont tendance à exclure plusieurs autres acteurs qui sont impliqués d'une manière significative dans cette production. Les municipalités, les consommateurs, les travailleurs sociaux, les ONG, les forestiers et les métiers de la construction sont quelques-uns des exemples de personnes qui ont un intérêt dans la détermination et la mise en application des politiques et des programmes reliés à l'agriculture. De plus, ces institutions peuvent exclure des préoccupations importantes qui touchent plusieurs secteurs et groupes, rendant difficile de conclure des alliances et sapant celles qui ont déjà été établies. En ne tenant compte que de l'agriculture, l'institution peut demeurer insensible à l'alimentation, la pollution,

l'environnement et les intérêts liés à la santé qui pourraient servir de base pratique pour des alliances rurales et urbaines.

Dans plusieurs de ces institutions, où les intérêts ruraux et urbains sont conjoints, la prédominance des participants urbains a toujours occasionné une représentation faible des intérêts ruraux. À titre d'exemple, la politique sur la santé est généralement structurée afin de tirer profit des spécialisations médicales qui peuvent émerger dans de grandes agglomérations. Il en résulte une formation, un financement et une évaluation du personnel médical qui favorisent les domaines spécialisés. Dans les plus petits centres ou les régions, les populations et l'infrastructure ne peuvent pas soutenir de nombreuses spécialisations, ce qui a pour effet de les abandonner sans une équipe de personnel médical qui peut gérer les demandes multiples de la pratique générale. Des effets similaires sont ressentis dans l'éducation, les services sociaux, le développement des entreprises et le financement. L'application sans réserve des critères de population pour la prestation de services est logique dans un contexte de haute densité, où les coûts de transport sont bas, mais ceci défavorise habituellement les localités plus petites et plus éloignées, sapant leur complétude institutionnelle, leur cohésion sociale et leur capacité.

La division des pouvoirs du gouvernement au Canada laisse très peu de pouvoirs entre les mains des municipalités. Même si chaque province détient une responsabilité indépendante pour la structuration des municipalités, leurs attributions de pouvoirs tendent à être limitées à l'imposition foncière et aux services. Dans plusieurs provinces, les municipalités n'ont pas le droit d'emprunter d'argent pour des projets de développement local. Il s'ensuit une incapacité pour la plupart des municipalités de réagir rapidement et efficacement aux possibilités ou aux crises locales. Ceci veut également dire que celles-ci ont généralement de la difficulté à créer un capital social pour améliorer ces interventions.

Nous devons restructurer nos institutions de gouvernance en vue de satisfaire ces nouvelles conditions. Ceci signifie qu'il faut inclure les secteurs privé et communautaire, en accord avec le principe de subsidiarité, et conférer des pouvoirs aux groupes locaux et régionaux afin qu'ils participent en tant que partenaires égaux. Les corporations régionales, les forêts de communauté, les coopératives de développement économique, les programmes de type développement des collectivités et les comités de bassin constituent des exemples où des investissements conjoints ruraux et urbains sont réalisables.

Partager l'environnement

Contexte

Grâce à la sensibilisation accrue à l'égard de notre environnement, nous devons reconnaître de quelle manière les collectivités sont liées par le biais du partage de nos ressources naturelles. L'eau, l'air, les ressources naturelles et les formes de vie sont exploités et affectés par la population et les collectivités, créant des interdépendances qui sont vastes dans leurs impacts et leurs implications. L'étalement urbain et la perte de terres agricoles qui en découlent, la résistance à l'industrie rurale par les visiteurs urbains et les campagnes pour la préservation de l'environnement sont des exemples actuels où ces interdépendances deviennent apparentes d'une manière spectaculaire.

La plupart des mécanismes par lesquels l'environnement lie les collectivités ont été traités comme des externalités par les modèles économiques traditionnels – souvent au détriment à la fois de notre compréhension et de l'environnement comme tel. Un nouveau cadre pour les liaisons doit donc inclure l'environnement en tant que composant essentiel avec une reconnaissance forte des multiples fonctions desservies par celui-ci.

Au fur et à mesure que cette reconnaissance croîtra, nous souhaitons que celle-ci soit intégrée dans nos relations avec les producteurs ruraux et les citoyens. Si tel est le cas, ceci promet d'ouvrir de nombreuses possibilités à la revitalisation rurale, alors qu'actuellement plusieurs biens et services invisibles seront reconnus. L'eau propre, la séquestration du carbone, le traitement de la pollution, la biodiversité, les possibilités de loisirs, le ressourcement personnel et la préservation des commodités naturelles sont tous des contributions des régions rurales dont nous ne tenons pas compte lors de nos évaluations actuelles sur le plan économique et social.

Impacts

Plusieurs de ces enjeux environnementaux peuvent servir de perspectives stratégiques pour le renforcement des alliances intercommunautaires et des possibilités économiques surtout entre les populations rurales et urbaines. Les modèles sur la manière dont ceci pourrait être mis en œuvre peuvent être trouvés dans de nombreux endroits. Le comté de Camrose entretient un site d'enfouissement régional pour les collectivités avoisinantes à titre onéreux, Canards Illimités paient les fermiers afin de préserver les terres humides, la ville de New York a une relation contractuelle avec les fermiers des Catskills Mountains pour la protection de l'approvisionnement en eau et le Japon impose une surtaxe sur l'eau, qui est consacrée uniquement à des fins de développement rural. Au moment où les protocoles instaurés par Kyoto sont élaborés, nous pouvons utiliser des crédits de carbone à des fins similaires. La revue de la politique sur les terres de la Couronne permettrait d'orienter les bénéfices vers les emplacements qui partagent cet actif avec l'économie industrielle. Par le développement d'innovations de ce type, nous répondons non seulement à ces interdépendances d'une manière appropriée, mais nous créons des possibilités de nouvelles liaisons et de développement économique.

Perceptions et valeurs rurales et urbaines

Contexte

Les populations rurales et urbaines ont des perceptions, des valeurs et des identités qui peuvent les intégrer ou les diviser. Au Canada, on peut le constater particulièrement par les identités linguistiques, ethniques ou régionales, mais ceci est également reflété dans les débats actuels relatifs aux collectivités. Si les petites collectivités sont perçues comme les séquelles d'une urbanisation inévitable, celles-ci seront vraisemblablement oubliées dans la recherche de la compétitivité mondiale. Si on les considère comme des partenaires actuels ou potentiels dans cette recherche, leur revitalisation deviendrait une priorité. Si on les regarde comme des éléments essentiels de la santé sociale et environnementale du pays, cette revitalisation serait encore plus importante.

Impacts

La prédominance du commerce des commodités, l'urbanisation et la centralisation institutionnelle ont tendance à rendre invisibles la diversité rurale et leurs contributions. Les

Canadiens ne sont pas familiers, en général, avec le réseau complexe (et international) qui est nécessaire pour les nourrir, les habiller et les loger – y compris le rôle du Canada rural dans ce réseau. Ils ne sont pas sensibles non plus à la diversité des conditions auxquelles les collectivités rurales sont confrontées. Les résultats en sont les programmes pour la santé, l'éducation et l'économie, qui ne sont pas adaptés aux conditions locales, les conflits sociaux découlant d'attentes inappropriées et la perte d'éléments importants de notre patrimoine culturel.

Vers un cadre analytique

Il apparaît évident même après ce court survol que l'enjeu des liaisons communautaires est vaste, complexe et n'est pas l'objet de suffisamment de recherches, néanmoins très importantes. Cependant, il existe des lignes directrices essentielles qui peuvent être utilisées lors de l'élaboration d'un cadre analytique et stratégique.

1. Le cadre doit reconnaître que les collectivités sont interreliées par le biais d'une **multitude de liens complexes** – non seulement par l'intermédiaire de quelques centres dominants.
2. Le cadre devra tenir compte de la **nature diversifiée des liaisons communautaires**. Cinq dimensions devant être considérées ont été identifiées et il en existe probablement d'autres.
3. Notre recherche affirme **qu'il faut toujours prendre en compte la distance et la densité**, mais autant la haute que la basse densité offrent leurs propres avantages et désavantages.
4. Les trois premiers sous-entendent que toutes les décisions doivent être prises en tenant compte des différentes façons dont les enjeux doivent être compris ainsi que les impacts multiples qui en découlent. Ceci signifie qu'il faut établir les **forums pertinents** pour l'examen des décisions essentielles où les suggestions de tous les intervenants sont incluses.
5. Le fait, que les liaisons communautaires sont simultanément des relations de pouvoir, oblige **à prêter attention aux moins puissants**. Les groupes qui risquent de subir des effets néfastes par les changements apportés à ces liaisons devraient être invités à la table – et être soutenus pour s'y rendre, le cas échéant.
6. Nous devons créer une **infrastructure sociale** dans les petites collectivités – à la fois formelle et informelle. Notre recherche a démontré que les réseaux et les organisations informels fournissent des liens fondamentaux à des organisations officielles et à l'information, à la flexibilité et à la résilience de toutes les formes de collectivités. Un capital social robuste et diversifié peut contrebalancer les problèmes de distance – mais il faut pour cela des ressources et des stimulants. Une attention récente portée à l'économie sociale donne des signes encourageants à cet effet, mais il faut inclure les petites organisations tout comme les grandes. La capacité doit être renforcée sous toutes les formes de relations sociales : les relations bureaucratiques, associatives, communautaires et de marché.
7. Nous devons explorer et expérimenter de **nouvelles formes de relations de gouvernance** afin de mieux répondre aux changements survenus dans les liaisons communautaires. Les décisions de déménagement et les ressources de soutien au niveau le plus bas possible (subsidiarité) en sont un exemple. Telles que notre recherche illustre, plusieurs petites collectivités rurales sont faibles en ce qui a trait au marché et aux relations bureaucratiques, mais fortes en ce qui concerne les relations associatives, communautaires ou mutuelles. Expérimenter de nouvelles façons de mettre à profit ces forces pour la représentation et l'imputabilité rendrait non seulement nos programmes plus sensibles à la réalité locale, mais favoriserait simultanément l'accroissement de la diversité des capacités qui bâtissent des

collectivités résilientes et innovatrices. Les réussites à l'égard des peuples autochtones dans l'établissement de nouvelles relations de gouvernance devraient être des sources d'inspiration et de modèles potentiels sur la façon dont ceci peut être réalisé.

8. L'avenir amènera à coup sur un accroissement de l'interdépendance et non pas une diminution – entre les personnes, les collectivités et l'environnement. Nous sommes donc assurés que la *recherche*, en vue de mieux comprendre la nature et les implications de l'interdépendance, constituera un investissement judicieux. Il serait préférable d'utiliser des approches traditionnelles et des indicateurs en matière de recherche en sciences sociales ainsi que ceux qui sont mieux adaptés pour l'analyse de facteurs plus intangibles d'interdépendance et de complexité. Il ne faudrait pas oublier le fait que l'interdépendance n'est pas toujours souhaitable.
9. Nous avons besoin d'un cadre qui *ne marginalise pas les localités rurales et éloignées*, mais qui reconnaît leurs contributions actuelles et potentielles à la société canadienne. Ce cadre comprendrait les liaisons qui vont au-delà du commerce et de l'échange afin de souligner les nouvelles fonctions, les innovations institutionnelles et de gouvernance, la gestion environnementale durable et l'importance des identités locales pour la cohésion sociale et la santé communautaire. Ceci orienterait aussi notre attention sur les éléments de notre infrastructure sociale rurale qui peuvent produire ce résultat.

Références choisies

Aldrich, L., C. Beale, et K. Kassel. « *Commuting and the Economic Functions of Small Towns and Places.* » *Rural Economic Development Perspectives.* (1997) vol. 12 n° 3, pp. 26-31.

Bollman, Ray D. et John M. Bryden. *Rural Employment : An International Perspective.* Brandon : CRRF-CAB(1997).

Browder, John O. *The urban-rural interface: Urbanization and tropical forest cover change.* *Urban Ecosystems* (2002) vol. 6 n° 21, p. 411.

Chandler, Michael J., Christopher E. Lalonde, Bryan W. Sokol, et Darcy Hallett. *Personal Persistence, Identity Development and Suicide.* Monographies de la Society for Research in Child Development, (2002) série n° 273, vol 68, n° 2.

Esposti, Roberto, Frans E. Godeschalk, Tuomas Kuhmonen, Jaap H. Post, Franco Sotte, Ida J. Terluin. *Employment growth in rural regions of the EU,* La Haye : Agricultural Economics Research Institute (1999).

Flora, Cornelia Butler et Jan L. Flora. *Rural Communities: Legacy and Change* (2^e édition), Boulder : Westview (2004).

Halseth, Greg et Regine Halseth, *Building for Success: Exploration of Rural Community and Rural Development,* Brandon : Rural Development Institute. Éds (2004).

Hawkes, David C. *Peuples autochtones : autonomie et relations intergouvernementales.* *International Social Science Journal* **53** (2001) vol. 167, pp.153-161.

Hofman, Nancy, *Urbanisation des terres agricoles.* Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada. Vol. 3 n° 2 Statistique Canada, septembre (2001) 21-006-XIE.

Lester M. Salamon, *The Tools of Government: A Guide to the New Governance.* NY : Oxford University Press (Éds.) (2002).

Munnich, Lee W., Greg Schrock, et Karen Cook. *Rural Knowledge Clusters: The Challenge of Rural Economic Prosperity.* State and Local Policy Program. Université du Minnesota et le U.S. Department of Commerce (2002).
(<http://www.hhh.umn.edu/centers/slp/projects/rkcweb/walzerbk.pdf>)

Polèse, Mario et Richard Shearmur. *La périphérie face à l'économie du savoir.* Montréal: INRS-Université du Québec (2002).

Reimer, Bill. *Social Exclusion in a Comparative Context.* *Sociologia Ruralis,* (2004) vol. 44 n° 1, pp. 76-94.

Smithers, John, Paul Johnson, Alun Joseph. *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien* juin (2004) vol.48, n° 2, pp. 209-224.

Stabler, Jack C. et M. Rose Olfert. *Saskatchewan's Communities in the 21st Century: from places to regions*. Regina : Plains Research Centre (2002).

Tacoli, Cecilia. *Bridging the Divide: Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies*. International Institute for Environment and Development. Gatekeeper Series, (1998) n° 77.
(<http://www.iied.org/docs/gatekeep/Gk77.pdf>)

Tiepoh, M. Geepu Nah et Bill Reimer. *Social capital, information flows, and income creation in rural Canada*. Journal of Socio-Economics. (2004) vol. 33 : pp. 427-448.

Wallace, Iain, A. *Geography of the Canadian Economy*. Don Mills : Oxford. (2002)

Weber, B. *Extractive Industries and Rural-Urban Economic Interdependence*. (1995) pp. 155–179 dans *The Changing American Countryside : Rural People and Places*, édité par E.N. Castle. Lawrence : University Press of Kansas.

Orientations de la recherche

1. Les données sur le plan communautaire sont clairsemées – surtout en ce qui a trait aux petits peuplements. De plus, les renseignements disponibles sont plutôt limités aux caractéristiques économiques et démographiques, dont très peu d'information sur les institutions, les organisations informelles, les structures et les processus de gouvernance, et les relations sociales. Notre recherche sur la NER a démontré de quelle façon ces caractéristiques contextuelles conditionnent les impacts des politiques et des programmes généraux, et pourtant nous sommes incapables d'explorer entièrement ces processus à cause d'un manque de données – particulièrement d'une nature longitudinale. Nous suggérons donc que des ressources importantes soient consacrées à la conception, la collecte et la distribution de données, au niveau des collectivités et des régions, qui soient longitudinales, comparatives et systématiques. Ce type de données pourrait servir pour répondre à des questions semblables à celles qui suivent :
 - De quelle façon les économies de peuplements sont-elles liées par le biais du commerce et des échanges?
 - Comment les réseaux sociaux sont-ils organisés pour le marché, les relations bureaucratiques, associatives et communautaires ou mutuelles – à l'intérieur et entre les peuplements?
 - Quelles sont les conséquences pour les objectifs communautaires, régionaux et nationaux de ces différents types de liaisons?
 - De quelle façon ces liaisons sont-elles affectées par les différents types d'ententes de gouvernance? Cette question devrait être résolue par la comparaison des niveaux auxquels ces relations se produisent, la portée à laquelle les différents secteurs sont impliqués (privé, public, communautaire), et les contextes sous lesquels ceux-ci surviennent (la contiguïté à des centres métropolitains, l'intégration à l'économie mondiale, etc.).
2. En étroite relation avec la collecte d'information au niveau des peuplements se trouve le développement d'indicateurs qui sont pertinents à la détermination et à l'analyse des liaisons. Au début, des indicateurs reliés aux cinq aspects des liaisons pourraient être élaborés :
 - Les liaisons de commerce et d'échange impliquant : des biens, des services, des personnes et des renseignements.
 - Les indicateurs reliés aux fonctions associant les localités rurales et urbaines : l'extraction et l'échange de commodités, la gestion de la pollution, la fourniture de commodités, la préservation du patrimoine, la biodiversité, etc.
 - Les indicateurs des structures et des processus institutionnels essentiels – à la fois formels et informels.
 - Les indicateurs des conditions environnementales et des interdépendances – naturelles et humaines.
 - Les indicateurs des valeurs, des perceptions et leurs résultats connexes (la cohésion sociale, le capital social, l'exclusion et l'inclusion sociales).

3. Les peuplements ruraux et urbains sont liés par le biais d'une grande variété d'infrastructures sociales – à la fois formelles et informelles. La recherche est nécessaire afin de déterminer et de comprendre la façon selon laquelle cette infrastructure est organisée, de quelle façon elle évolue et quelles sont les possibilités que celle-ci offre pour la collaboration bénéfique et le coinvestissement entre les populations rurales et urbaines. À cette fin, la collecte d'information sera nécessaire à l'égard des nombreuses structures institutionnelles qui touchent les localités rurales et urbaines, les capitaux sociaux représentés et les réseaux sociaux que celles-ci reflètent – à la fois formelles et informelles. Ces informations nous permettraient de répondre au type de questions suivantes :

- Quelles institutions rassemblent les populations rurales et urbaines et quelles institutions les éloignent?
- De quelle façon les politiques et les cadres institutionnels gouvernementaux soutiennent-ils cette collaboration et où la limitent-ils?
- Quelles ententes institutionnelles facilitent la durabilité économique et sociale pour toutes les formes de collectivités?
- Quels sont les outils efficaces de gouvernance pour les collectivités et leurs interactions?
- Comment les organisations et les réseaux formels et informels se facilitent-ils ou se limitent-ils l'un l'autre pour la réalisation des objectifs locaux, régionaux et nationaux?
- Quelles formes d'imputabilité et de représentation sont conformes à l'implication d'un 3^e secteur robuste dans la gouvernance?
- Quelles sont les lacunes en matière d'infrastructure sociale? De quelle façon marginalisent-elles certaines collectivités par rapport à d'autres? Quels sont les moyens les plus efficaces de renforcer l'infrastructure sociale?
- Quels types de liaisons institutionnelles ont la plus grande efficacité afin de régir des questions telles que l'alimentation, l'eau, la durabilité environnementale et la gestion des commodités?
- Quels types d'ententes institutionnelles sont les plus efficaces pour le partage des risques économiques, sociaux et politiques entre les collectivités?
- De quelle façon les institutions formelles et informelles se renforcent-elles ou se limitent-elles l'une et l'autre pour la réalisation des résultats importants?

4. Les valeurs, les perceptions et les identités des populations rurales et urbaines sont indispensables à l'identification et à l'émergence d'alliances et de coinvestissement. La recherche sur ces sujets est nécessaire afin de répondre aux types de questions suivantes :

- Dans quelle direction les valeurs, les perceptions et les identités des Canadiens convergent-elles ou divergent-elles à l'égard des questions telles que l'alimentation, l'eau, l'environnement, les commodités et l'environnement naturel?
- Quelles sont les identités communautaires des Canadiens et de quelle façon affectent-elles la cohésion sociale?
- Dans quelles mesures les perceptions et les identités actuelles soutiennent-elles les innovations en matière de relations intercommunautaires?